

Se donner un nouveau cap. Rapport annuel sur l'état de la France en 2020

Déclaration du groupe de l'Agriculture

Cette crise sanitaire inédite permet d'identifier clairement les priorités de nos sociétés, et ce dans le monde entier : se soigner, se nourrir et travailler. Elle nous force à réfléchir à la manière d'atteindre ces objectifs principaux et à nous interroger sur ce qui est indispensable à notre vie et ce qui ne l'est pas. Les grands débats sont ouverts - ils sont nombreux - sur ce que peut être le « monde d'après ».

Quoiqu'il en soit, l'économie doit redémarrer. Notre combat prioritaire doit être celui de l'emploi. Cela nécessite des actions de relance économique et sociale et ce redémarrage doit s'appuyer sur une économie durable qui répond aux attentes de la société et affirme sa capacité d'anticipation et d'adaptation aux crises.

Cette crise est aussi le révélateur de certains points de fragilités et notamment de notre dépendance aux importations dans de nombreux secteurs. Nous l'observons pour les médicaments en particulier mais aussi pour les composants électroniques ou encore pour certaines matières premières.

Une fois ces priorités établies et partagées par l'ensemble de nos concitoyens, et après avoir tiré le bilan de nos fragilités, nous pouvons tracer des orientations pour l'avenir.

Il faut tout d'abord se garder de toute idée simpliste, ne pas laisser croire que nous pourrions fermer les frontières et vivre en autarcie dans notre pays.

Il faut réduire nos dépendances mais il ne faut pas cesser les échanges, lesquels sont indispensables aux équilibres mondiaux, indispensables aussi pour couvrir certains de nos besoins et ce, bien évidemment, dans des conditions d'équité sociale et fiscale.

Il faut encourager localement la consommation de nos productions, tout en gardant à l'esprit que cela ne permettra pas de nourrir en quantité et en diversité toute la population. La production de proximité est largement insuffisante, notamment pour approvisionner les grandes métropoles.

Dans ce nouvel établissement des priorités, l'Europe a un rôle fondamental à jouer. Mettre en place une Europe de la Santé ne suffira pas.

L'Europe va devoir réaffirmer ses ambitions et se donner les moyens de faire respecter les règles établies par tous les états membres. Il faut donc appliquer le droit européen sans exception. Le dumping social, fiscal et environnemental pratiqué par certains, nuit à la réalisation concrète du projet européen.

Cette crise conduit à nous interroger aussi sur notre gouvernance territoriale et l'organisation de notre démocratie. Les échelons locaux ont démontré toute leur pertinence, leur efficacité et leur réactivité dans la gestion de la crise. Cela nous conduit à nous poser des questions difficiles mais salutaires et nécessaires sur le rôle de l'État. Quant à la démocratie, s'il a été beaucoup question de la parole citoyenne ces derniers temps, cela ne doit pas renier les corps intermédiaires, que nous représentons au sein de cette institution. Il faut s'appuyer sur ces derniers, qui ont une légitimité de

représentation et qui expriment les préoccupations sectorielles de nos concitoyens sur l'ensemble du territoire.

L'avenir se prépare avec nos enfants. L'État doit repenser l'éducation à la démocratie fondée sur des institutions légitimes et représentatives.

Le groupe de l'agriculture a voté pour.